FISCHER (Didier). – *L'Histoire des étudiants en France, de 1945 à nos jours*

Paris : Flammarion, 2000. – 612 p.

Charles Soulié

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/870>

DOI : 10.4000/histoire-education.870

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2001

Pagination : 167-173

ISBN : 2-7342-0868-7

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Charles Soulié, « FISCHER (Didier). – *L'Histoire des étudiants en France, de 1945 à nos jours* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 89 | 2001, mis en ligne le 14 janvier 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/870> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.870>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

FISCHER (Didier). – *L'Histoire des étudiants en France, de 1945 à nos jours*

Paris : Flammarion, 2000. – 612 p.

Charles Soulié

RÉFÉRENCE

FISCHER (Didier). – *L'Histoire des étudiants en France, de 1945 à nos jours*. – Paris : Flammarion, 2000. – 612 p.

- 1 Dans son histoire des étudiants en France, Didier Fischer accorde une place centrale à l'histoire des organisations syndicales et politiques étudiantes, et plus spécialement à celle de l'UNEF. L'examen de l'index des noms cités révèle ainsi que les hommes politiques et les ténors du syndicalisme étudiant y tiennent la première place. Le nom du général de Gaulle y apparaît 21 fois, celui de Pierre Mendès France 20, de Paul Bouchet (président de l'AGE de Lyon en 1946 et futur conseiller d'État) 16, de Pierre Trouvat (président de l'UNEF dans les années d'après guerre et futur avocat internationaliste) 15, etc. Et l'on note que les universitaires ou intellectuels les plus souvent cités sont René Rémond (n = 14) et Annie Kriegel (n = 12), ce qui situe assez bien les références théoriques de l'auteur. Cette prééminence de l'histoire politique et syndicale se comprend mieux quand, lisant la quatrième de couverture, on apprend que l'auteur s'intéresse notamment à « l'associationnisme universitaire et sa contribution à la formation de la classe politique ».
- 2 Dans la première partie, l'auteur parle d'une entrée massive dans les années trente des « classes moyennes » à l'université, lesquelles formeront après la guerre le groupe statistiquement dominant. Ainsi à la fin des années quarante, « l'immense majorité des étudiants est issue des professions intermédiaires » (p. 31). À y regarder de plus près, on remarque que l'auteur a une conception extrêmement extensive des « professions intermédiaires », catégorie qui n'apparaîtra d'ailleurs que lors de la refonte de la nomenclature des PCS en 1982. En effet, il y englobe aussi bien les « cadres,

enseignants, fonctionnaires (à l'exception des hauts fonctionnaires), fonctionnaires subalternes, employés, artisans et commerçants » (p. 31), ce qui représente un groupe relativement hétéroclite. De même, il signale l'apparition d'« étudiants pauvres » dans les années d'après guerre, mais sans préciser leur distribution entre les différents cycles et facultés. Ce qui n'est pas sans importance quand on sait par exemple qu'à la fin des années quarante : « près de 70 % des étudiants qui débutent des études supérieures n'atteignent pas la licence. » (p. 39). L'analyse manque donc un peu de précision.

- 3 Les années d'après guerre étant celles de la reconstruction, l'université s'interroge sur ses missions. On voit alors s'opposer le philosophe Étienne Gilson, pour lequel l'université doit se préoccuper d'abord de « l'avancement du savoir et de la formation d'hommes capables de le faire progresser. » (p. 99), en un mot et selon une logique à la fois plus malthusienne et élitiste de produire des « savants », ce qui donne alors au philosophe l'occasion de critiquer la place excessive prise par les tâches de reproduction du corps des enseignants du secondaire à l'université, à l'historien Lucien Febvre pour lequel les fonctions de l'université sont de trois ordres : « préparer à une profession, former des savants et assurer la diffusion des connaissances tout en formant l'esprit critique d'une nation » (p. 95), la première de ces missions étant prioritaire. Lucien Febvre reprend aussi l'argumentation de Marc Bloch préconisant une réforme de l'enseignement supérieur accompagnée de la suppression des grandes écoles (p. 96). À ce propos, il est remarquable de constater que D. Fischer n'évoque pratiquement pas le poids et le rôle du système des classes préparatoires et grandes écoles dans l'enseignement supérieur français. Son histoire des étudiants ignore en grande partie ce dualisme, qui le structure pourtant fondamentalement, attendu que ce sont dans ces grandes écoles que se (re)produit une bonne part de l'élite de la nation (notamment politique, au travers de l'ENA). On peut d'ailleurs se demander si le relatif désintérêt des pouvoirs publics vis-à-vis de l'université dans les années postérieures à 1968 n'est pas lié à ce dualisme.
- 4 L'histoire de l'UNEF et des principales organisations syndicales et politiques étudiantes est aussi longuement développée dans cette première partie, puis reprise à chaque époque, ce qui explique que nous nous y attardions un peu. Ces organisations ont, semble-t-il, joué un rôle important dans la formation d'une frange du futur personnel politique, et médiatique, de la nation : « Jusqu'à la guerre d'Algérie, l'UNEF a toujours entretenu ou recherché de bonnes relations avec les pouvoirs publics. Cette proximité du pouvoir, qui caractérise le corporatisme de l'organisation étudiante de l'entre deux guerres, lui permet de développer toute une politique de services sociaux, médicaux, éducatifs en direction du milieu étudiant. [...] Les couloirs de la Chambre, puis de l'Assemblée nationale ne pouvaient avoir de secrets pour ses présidents et ses vice-présidents » (p. 253). Mais l'instauration en 1958 d'un régime présidentiel, ainsi que l'engagement de l'UNEF lors de la guerre d'Algérie, contribueront à éloigner cette organisation du pouvoir. À partir des années 1960 d'ailleurs, on voit se reproduire un ballet fascinant conduisant, l'âge aidant, les différentes générations de dirigeants de ce syndicat, ou d'organisations d'extrême gauche comme d'extrême droite, aux partis de gouvernement ainsi que dans les grands médias nationaux. Ce qui n'est pas sans rappeler la trajectoire de certains des protagonistes de *L'éducation sentimentale* de Gustave Flaubert.

- 5 À la fin de la guerre d'Algérie, l'UNEF regroupe près de la moitié des étudiants, l'histoire de cette organisation semblant alors se confondre avec celle des étudiants. Mais c'était là son « chant du cygne », la radicalisation du milieu étudiant et la multiplication des organisations d'extrême gauche la condamnant progressivement à l'impuissance syndicale (en 1968, celle-ci regroupe moins d'un étudiant sur dix). En effet selon l'auteur, ces organisations portent « une lourde responsabilité dans la décomposition de l'UNEF » (p. 382), leur prise de pouvoir ayant « entraîné la dislocation d'une organisation qui fut, jusqu'en 1961 la seule organisation représentative d'un syndicalisme étudiant » (p. 520). À lire ces lignes, on sent que l'auteur est un nostalgique de « la grande UNEF » et qu'il n'apprécie guère les mouvements d'extrême gauche.
- 6 En fait, et en raison notamment de l'absence de tableaux statistiques permettant d'évaluer systématiquement le degré de représentativité de l'UNEF, ainsi que son implantation différenciée selon les facultés, disciplines, cycles universitaires, régions, milieux, etc., cette histoire, comme celle des principales organisations politiques et syndicales étudiantes, reste essentiellement politique. Une histoire sociale de ces organisations aurait sans doute fourni d'utiles éléments d'analyse et de distanciation permettant de mieux comprendre à la fois leurs prises de position, et leur évolution. Par exemple, il serait éclairant d'étudier l'opposition récurrente entre « minos » et « majos » à l'UNEF d'un point de vue sociologique (notamment en étudiant les trajectoires des uns et des autres). De même, une étude du recrutement social du syndicat et de ses principaux dirigeants serait très instructive. En effet, et si l'on en croit une enquête réalisée par Bourdieu et Passeron au début des années 1960 (*Les Héritiers*, p. 150), le taux d'adhésion au syndicat était à l'époque plus élevé chez les étudiants d'origine populaire que chez ceux d'origine favorisée, ces derniers occupant à l'inverse plus souvent les positions de pouvoir. Dans ce contexte, le fait que l'UNEF perde toute représentativité après la guerre d'Algérie, tandis qu'une frange importante de ses dirigeants se radicalise, prend alors un tout autre sens. Le clivage Paris/province semble aussi jouer un rôle important, les AGE provinciales étant sans doute à l'origine moins « idéologiques », en raison notamment de leur recrutement social plus populaire et de leur plus grande distance au pouvoir politique, que les AGE parisiennes (cf. p. 326). Ce type d'analyse permettrait notamment de poser concrètement la question des conditions sociales de possibilité d'existence d'une organisation syndicale étudiante réellement représentative. De même, une comparaison internationale serait très instructive. Qu'en est-il de la représentation étudiante à l'université dans les autres pays d'Europe ?
- 7 En fait, une interprétation sociologique sous-tend, mais de manière implicite, le raisonnement de l'auteur. Ainsi, parlant de l'attitude des étudiants de « classes moyennes » en voie d'ascension sociale vis-à-vis de la guerre d'Algérie, celui-ci explique que : « Ils ne sont naturellement pas portés vers le débat idéologique. » (p. 205). De même, et concernant cette fois les années 1960, il estime que « l'ouvriérisme de l'extrême gauche n'avait rien de bien séduisant pour la jeunesse des classes moyennes qui rêvait de promotion sociale » (p. 455). Cette analyse de classe est reprise ensuite quand Didier Fischer souligne que « une grande partie des contestataires de Mai étaient encore issus des catégories socioprofessionnelles privilégiées. Une partie d'entre eux cultivait, un peu sur le modèle de "l'héritier", l'adhésion critique consistant à refuser l'institution au nom de ses valeurs ultimes, celles du savoir, de la connaissance partagée

et libératrice » (p. 513). Enfin page 456, il évoque ces « dirigeants gauchistes presque tous issus du monde universitaire qui n'ont pu faire fi de leur éducation et de leur culture », ce qui expliquerait d'ailleurs en grande partie qu'ils ne basculeront pas dans le terrorisme. Ceux-ci en seraient alors restés aux délices de « la politique littéraire », pour reprendre une expression familière à Tocqueville et Taine.

- 8 Parlant de Mai 68, l'auteur écrit : « Au fond, les « idéologues » de Mai ne s'intéressaient pas réellement à l'institution universitaire en tant que telle, ils y voyaient surtout le levier d'une subversion généralisée de l'ordre politique et social » (p. 413). En effet dans leur esprit, l'université devait former des « intellectuels critiques » préparés en vue des « conflits inévitables avec les élites établies au pouvoir et les appareils bureaucratiques, mais aussi avec des collègues conformistes et autoritaires » (p. 413). Malheureusement, cette histoire des étudiants et de leurs représentations syndicales et politiques est écrite de manière autonome par rapport à celle des enseignants. Or l'auteur évoque en passant « des contradictions latentes au sein du corps professoral », qui ne formait donc pas à la veille de 1968 un groupe homogène (p. 305). Mais ce fil n'est pas développé et il aurait été passionnant, par exemple, de faire une histoire comparée de l'UNEF et du SNESUP. En effet, celle-ci permettrait sans doute de mieux comprendre les événements de Mai 68 et le rôle qu'ont pu y jouer conjointement enseignants et enseignés. Bref, *homo academicus* reste largement absent de cette histoire et c'est dommage.
- 9 Une des parties les plus intéressantes de ce travail est celle que D. Fischer consacre à l'histoire des BAPU (Bureaux d'aide psychologique universitaire). En effet, et dans un contexte de développement sans précédent des effectifs universitaires (multipliés par deux entre 1962 et 1968) et qui ouvrira notamment les portes de l'enseignement supérieur à un public sans tradition universitaire (le pourcentage d'enfants d'ouvriers passant de 4 % en 1958 à près de 10 % en 1968), de petit monde clos relativement protégé, l'université tend de plus en plus à être pensée par certains de ses acteurs comme un « lieu de vie », susceptible notamment de produire des pathologies spécifiques. Tout ce que l'auteur rapporte à propos de la pénétration de l'antipsychiatrie est passionnant, et on se demande, à le lire, si cette question ne pourrait pas être reprise à nouveaux frais aujourd'hui, en raison notamment de l'expansion récente des effectifs universitaires et de l'arrivée de « nouveaux publics ».
- 10 Les pouvoirs publics réagiront aux événements de Mai 68 par la loi Faure qui accordera, entre autres, plus d'autonomie aux universités et permettra leur réorganisation interne au travers des UER (unités d'enseignement et de recherche) et de l'éclatement du cadre des anciennes facultés. De même, l'installation d'un système pédagogique centré sur des « unités de valeur » conduira à une réorganisation des programmes et à des modifications pédagogiques substantielles. La loi Faure calquera aussi l'institution universitaire sur la société politique, l'exercice du suffrage servant alors à désigner ceux qui auront la charge du pouvoir (p. 429). Chaque université est dotée d'un président élu, avec la participation des étudiants comme du personnel administratif et technique, disposant d'une véritable administration. Les premières élections universitaires ont lieu en février-mars 1969 et le taux de participation s'élève à 65,3 % en médecine, presque 60 % en droit et sciences économiques, 46 % en sciences et 42 % en lettres (p. 429). Malgré l'appel au boycott lancé par l'UNEF, la moitié des étudiants de France se rend aux urnes, ce qui légitimera la loi Faure. Ces résultats sont intéressants, car ils montrent bien que la discipline, ou faculté d'appartenance des étudiants, elle-

même associée à un type de recrutement social et à des fonctions professionnelles et sociales bien spécifiques, est un des principaux déterminants de leurs orientations tant politiques que syndicales. L'auteur le reconnaît bien quand, page 10, il écrit que « les attitudes des étudiants sont fortement induites par leur appartenance disciplinaire ». Et l'on peut penser qu'une mobilisation plus systématique de ce facteur permettrait sans doute de mieux comprendre l'histoire des organisations politiques et syndicales étudiantes. De même, le fait que les lettres aient constitué un des principaux foyers du mouvement de Mai 68 doit sans doute être rapproché du déclassement relatif que les études littéraires ont connu dans les années 1960 par rapport aux études scientifiques (p. 271), ainsi qu'à la féminisation accrue de ces disciplines.

- 11 Edgar Faure sera aussi à l'origine de la création du Centre universitaire expérimental de Vincennes, devenu aujourd'hui Paris 8 Vincennes à Saint-Denis. Le projet pédagogique général de cette université, qui concentrera bon nombre d'enseignants et d'étudiants gauchistes ou critiques, visait notamment à établir de nouveaux rapports entre étudiants et enseignants, à développer les enseignements en petits groupes et la participation de chacun. Effaçant les questions de rang et de hiérarchie (le tutoiement étant alors de rigueur), il s'agissait de créer des liens plus forts entre les individus et d'arriver à la production de véritables collectifs de travail, où chacun se sentirait partie prenante d'un projet commun. Une véritable pédagogie de combat était pratiquée, où il fallait d'abord « vivre le savoir ». Le paradoxe étant alors que « Sans toujours s'en rendre compte, on faisait l'expérience des méthodes de management devenues classiques, depuis, dans les grandes entreprises, mais qui étaient déjà le pain quotidien de l'univers entrepreneurial américain » (p. 434). Ce paradoxe s'explique quand on sait que du côté enseignant, de nombreux initiateurs du projet Vincennes étaient anglicistes ou américanistes de formation, le modèle universitaire américain les ayant fortement inspirés.
- 12 Le reflux du gauchisme à partir du début des années 1970 ainsi que l'expansion continue des effectifs étudiants, qui connaîtra une accélération notable entre 1990 et 1995, changent profondément le visage de l'université française qui, au travers notamment de disciplines ou d'institutions telles que les lettres, l'AES, les IUT, etc., s'ouvre de plus en plus aux étudiants d'origine populaire (les grandes écoles et la médecine, par exemple, conservant néanmoins un recrutement social très élevé). Ce développement sera en partie encadré par le plan « Université 2000 », qui verra se développer de nouveaux pôles universitaires dans les villes moyennes.
- 13 Parlant du comportement politique de ces nouvelles générations d'étudiants, l'auteur reprend, mais pour la critiquer, la thèse de F. Dubet selon laquelle les étudiants seraient passés « de la critique sociale à la défense des diplômes » (p. 509). En effet selon lui, c'est faire de la critique sociale un modèle discréditant des engagements et des formes de mobilisations plus traditionnels (p. 509). En fait selon D. Fischer, l'étudiant actuel retrouverait la défiance vis-à-vis de la politique de son aîné d'avant les années 1960, le gauchisme ne représentant pour lui qu'un « accident de l'histoire » (p. 510). Ainsi replacées dans la longue durée, les manifestations contre le CIP peuvent être rapprochées des manifestations étudiantes des années 1930, qui exprimaient elles aussi l'inquiétude et l'angoisse des étudiants face à leur avenir professionnel. À « l'idéologue » des années 1960, enfant de la prospérité et d'origine sociale aisée, aurait ainsi succédé un étudiant plus « conventionnel », d'origine plus populaire, et hanté par le chômage. D'où une demande accrue de « professionnalisation » des études

universitaires : « Alors qu'en 1968, les étudiants manifestaient contre les premières orientations de l'université vers le monde du travail, dans les années 1990 ils plébiscitaient sa professionnalisation » (p. 423).

- 14 Selon l'auteur, ce malaise et cette demande seraient plus le fait des « nouveaux étudiants » (toujours moins « héritiers » que les précédents), « les bons » sélectionnés en amont se voyant « proposer une intégration scolaire et un débouché social » (p. 515). Il apparaît ainsi que si l'université française s'est largement ouverte aux classes populaires dans la dernière période, cette ouverture est extrêmement variable en fonction des facultés, filières, disciplines, établissements, cycles, etc. Les étudiants ont alors peut être rejoint « la jeunesse du pays » (p. 522), mais ils l'ont fait dans l'ordre, c'est-à-dire en respectant en grande partie les différences sociales d'origine. L'enseignement supérieur actuel peut donc être conçu comme un microcosme de la société française, mais qui respecterait ses principales divisions sociales.